

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/106

G/SCM/W/115

19 octobre 1995

(95-3177)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

QUESTIONS CONCERNANT LES NOTIFICATIONS DE LOIS ET REGLEMENTATIONS PRESENTEES PAR LES COMMUNAUTES EUROPEENNES¹ AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

La Mission permanente de la Thaïlande a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 9 octobre 1995.

Questions concernant les mesures compensatoires

1. Article 8.5 - Auditions

Il n'est pas demandé de reproduire les éléments de preuve par écrit, conformément à l'article 12.2 de l'Accord, ni de les mettre dans les moindres délais à la disposition des autres parties, conformément à l'article 12.1.2. Aux termes de l'article 12.2, toute décision des autorités chargées de l'enquête ne pourra être fondée que sur les renseignements figurant au dossier.

Question 1 Pourquoi n'est-il pas exigé que les renseignements présentés oralement au titre de l'article 8.5 du règlement soient ultérieurement reproduits par écrit et mis à la disposition des autres parties, comme il est demandé à l'article 12.2 de l'Accord?

Question 2 Cela n'empêche-t-il pas les autres parties de prendre connaissance des renseignements fournis oralement et ainsi de pouvoir pleinement défendre leurs intérêts, en contestant ces renseignements le cas échéant?

Question 3 Pourquoi la présentation des éléments de preuve par écrit est-elle exigée seulement à l'article 8.6 du règlement, alors qu'il est plus important de garantir la présentation des renseignements par écrit quand une seule partie est présente que lorsque les parties ayant des intérêts contraires sont présentes et savent ce qui est dit?

Question 4 En tout état de cause, l'article 12.2 de l'Accord prévoyant que les décisions des autorités chargées de l'enquête ne pourront être fondées que sur les renseignements et arguments figurant au dossier et qui auront été mis à la disposition des Membres intéressés et des autres parties, quel usage sera-t-il fait des renseignements fournis oralement au titre de l'article 8.5 s'il n'est pas satisfait à cette prescription?

¹G/ADP/N/1/EEC/1 et G/SCM/N/1/EEC/1.

2. Article 8.7 - Examen des renseignements non confidentiels

Aucune distinction n'est établie entre les parties intéressées participant à l'enquête, qui doivent pouvoir disposer dans les moindres délais des éléments de preuve présentés par écrit conformément à l'article 12.1.2 de l'Accord, et toutes les parties, auxquelles l'article 12.3 de l'Accord donne simplement la possibilité, chaque fois que cela est réalisable, de prendre connaissance de tous les renseignements pertinents pour la présentation de leurs dossiers.

Question 1 Pourquoi aucune distinction n'est-elle établie entre les parties participant à l'enquête et les autres parties intéressées quant à la possibilité de prendre connaissance des renseignements non confidentiels?

Question 2 Etant donné que les seuls renseignements dont la CE permet de prendre connaissance sont les renseignements non confidentiels fournis par les autres parties intéressées, ces renseignements ne devraient-ils pas être mis sans restriction à la disposition des parties participant à l'enquête, comme il est demandé à l'article 12.1.2 de l'Accord, c'est-à-dire sur simple demande plutôt que sur demande écrite dans laquelle les parties doivent montrer que ces renseignements sont pertinents pour la présentation de leurs dossiers?

Question 3 La CE n'est-elle pas consciente du fait que les dispositions de l'article 12.3 de l'Accord, sur lequel l'article 8.7 du règlement de la CE semble fondé, font référence à tous les renseignements non confidentiels qui doivent être mis à la disposition de toutes les parties intéressées, et qu'appliquer aux parties participant à l'enquête les dispositions de l'article 12.3 de l'Accord n'est pas seulement contraire à l'Accord lui-même mais peut aussi être considéré comme une tentative visant à dissuader les parties intéressées de chercher à obtenir des renseignements et d'exprimer leurs vues à leur sujet afin de défendre leurs intérêts, accroissant ainsi le pouvoir discrétionnaire de la Commission?

3. Article 11.6 - Imposition de droits définitifs

Bien que le règlement prévoie la possibilité d'engager des consultations avec le pays exportateur avant l'ouverture de l'enquête et pendant son déroulement, comme il est demandé à l'article 13 de l'Accord, il n'est pas fait mention à l'article 11.6 du règlement de la nécessité de déployer des efforts raisonnables pour mener des consultations à leur terme avant l'imposition d'un droit compensateur définitif, conformément à l'article 19.1 de l'Accord.

Question 1 Pourquoi n'est-il pas stipulé qu'il est nécessaire de déployer des efforts raisonnables pour mener à leur terme des consultations avec le Membre intéressé avant qu'un droit compensateur puisse être imposé?

Question 2 La CE n'est-elle pas consciente du fait que des consultations peuvent être particulièrement appropriées à la fin d'une enquête, étant donné que beaucoup de Membres intéressés peuvent avoir des doutes en ce qui concerne le calcul de la subvention et l'existence d'un dommage et seraient davantage prêts à engager des consultations sérieuses une fois que ces doutes auraient été levés?

4. Article 14 - Contournement

Le règlement de la CE sur les subventions contient des dispositions anticcontournement (article 14) bien que les questions relatives à l'anticontournement n'aient pas été incluses dans l'Accord de l'OMC sur la mise en oeuvre de l'article VI du GATT de 1994.

Question 1 Le gouvernement thaïlandais estime que la CE n'avait pas le droit d'adopter l'article 14 de son règlement sur les subventions étant donné qu'aucun consensus ne s'est dégagé sur l'anticonournement. Toutefois, pour information, et puisque les dispositions de l'article 14.1 du règlement sont assez vagues, la CE pourrait-elle donner des exemples concrets de ce qui, pour elle, constitue un contournement?

5. Article 15.2 - Contenu des publications

Cet article prévoit seulement la publication de la synthèse des faits et considérations essentiels concernant les enquêtes relatives à la subvention passible de mesures compensatoires et au préjudice et non des points de fait et de droit qui ont entraîné l'acceptation ou le rejet des arguments, comme il est demandé à l'article 22.4 de l'Accord dans le cas des droits provisoires, ni des raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments ou allégations pertinents des Membres intéressés et des exportateurs et des importateurs, comme il est demandé à l'article 22.5 de l'Accord dans le cas de l'imposition d'un droit définitif ou de l'acceptation d'un engagement.

Question 1 Pourquoi est-il prévu que les règlements publiés contiendront seulement une synthèse des faits et considérations essentiels concernant la détermination de la subvention passible de mesures compensatoires et du préjudice et non "les points de fait et de droit qui ont entraîné l'acceptation ou le rejet des arguments" dans le cas des mesures provisoires, comme il est demandé à l'article 22.4 de l'Accord, ni "les raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments ou allégations pertinents des Membres intéressés et des exportateurs et des importateurs" dans le cas de l'imposition d'un droit définitif ou de l'acceptation d'un engagement, comme il est demandé à l'article 22.5 de l'Accord?

Question 2 Sinon, au cas où l'exposé détaillé des points de fait et de droit ou des raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments ou allégations serait jugé trop long pour être inclus dans le règlement, pourquoi n'est-il pas stipulé qu'il peut être publié dans un rapport distinct, comme il est prévu dans la note de bas de page 53 de l'Accord?

Question 3 La CE n'est-elle pas consciente du fait qu'en l'absence d'une obligation de publier tous les détails concernant les points de fait et de droit ou les raisons de l'acceptation ou du rejet de tous les arguments ou allégations pertinents, conformément à l'article 22 de l'Accord, remplacée par une obligation de publier une synthèse de ceux que la Commission aura jugé pertinents, il est réellement à craindre que des arguments ou des allégations soient négligés, ou même manipulés, afin d'appuyer, ou de ne pas contredire, les conclusions adoptées par la Commission?

Questions concernant les pratiques antidumping

1. Article 13 - Contournement

Le règlement antidumping de la CE contient des dispositions anticonournement (article 13). Toutefois, aucune clause anticonournement n'est incluse dans l'article VI du GATT de 1994.

En outre, les dispositions du règlement antidumping de la CE concernant les mesures anticonournement autorisent l'imposition de droits antidumping sans que l'existence d'un dumping ou d'un dommage ait été constatée conformément aux dispositions de l'Accord antidumping de l'OMC. Au titre de l'article 13 du règlement de la CE, des droits antidumping peuvent être appliqués sans que les dispositions détaillées de l'article 2 de l'Accord antidumping de l'OMC relatives au calcul de la marge de dumping aient été respectées.

Question 1 La Commission reconnaît-elle que l'inclusion de dispositions anticontournement dans le règlement antidumping de la CE est contraire aux dispositions antidumping de l'OMC?

Question 2 La Commission reconnaît-elle que le rôle du Comité des pratiques antidumping sera considérablement affaibli par une action unilatérale des parties contractantes lorsqu'il s'agira de parvenir à un consensus sur des dispositions anticontournement?

2. Traitement spécial à accorder aux pays en développement Membres - (article 15 de l'Accord antidumping de l'OMC)

Le règlement antidumping de la CE ne contient pas de dispositions importantes concernant le traitement spécial à accorder aux pays en développement, prévu à l'article 15 de l'Accord antidumping de l'OMC. Conformément à cet article, les pays développés Membres devront prendre spécialement en considération la situation des pays en développement quand ils envisageront d'appliquer des mesures antidumping et explorer des solutions constructives préalablement à l'application de droits antidumping frappant des pays en développement Membres.

Cette disposition de l'article 15 de l'Accord de l'OMC présente un intérêt pour tous les pays en développement Membres car les recettes d'exportation des branches de production importantes contribuent toujours de façon essentielle à promouvoir l'essor économique de ces pays.

En conséquence, les pays développés devraient rechercher, pour les pays en développement, des possibilités de solutions constructives telles que des engagements en matière de prix avant d'appliquer des droits antidumping.

Question 1 Pourquoi les Communautés européennes n'ont-elles pas adopté de dispositions spéciales concernant les pays en développement dans leur règlement antidumping, conformément à l'article 15 de l'Accord de l'OMC?

Question 2 En l'absence de dispositions de ce type dans sa législation antidumping, la CE peut-elle confirmer qu'elle tiendra néanmoins pleinement compte, en tant que partie contractante, de l'article 15 de l'Accord antidumping de l'OMC dans la mise en oeuvre de cette législation?

3. Article 2.10 - Comparaison et ajustements

L'article 2.10 du règlement de la CE donne une liste des facteurs au titre desquels des ajustements peuvent être opérés. L'article 2.4 de l'Accord antidumping dispose qu'il sera dûment tenu compte de toutes les autres différences dont il est aussi démontré qu'elles affectent la comparabilité des prix.

Question En ce qui concerne les ajustements, la Commission pourrait-elle confirmer que toutes les différences affectant la comparabilité des prix seront prises en compte, conformément aux dispositions de l'article 2.4 de l'Accord antidumping de 1994, et qu'elles ne se limiteront pas à celles qui sont énumérées aux alinéas a) à j) de l'article 2.10 du règlement de la CE?

4. Article 6.5 - Auditions

L'article 6.5 du règlement de la CE ne prévoit pas l'obligation, énoncée à l'article 6.3 de l'Accord de l'OMC, de reproduire ultérieurement par écrit les renseignements présentés oralement avant de les prendre en considération.

- Question 1 Pourquoi n'est-il pas exigé que les renseignements présentés oralement au titre de l'article 6.5 du règlement de la CE soient ultérieurement confirmés par écrit et mis à la disposition des autres parties intéressées avant d'être pris en considération, comme il est demandé à l'article 6.3 de l'Accord?
- Question 2 Cela n'empêche-t-il pas les autres parties de prendre connaissance des renseignements fournis oralement et ainsi de pouvoir pleinement défendre leurs intérêts, en contestant ces renseignements le cas échéant?
- Question 3 Pourquoi la reproduction des éléments de preuve par écrit est-elle exigée seulement à l'article 6.6 du règlement quand une seule partie est présente plutôt que quand les parties ayant des intérêts contraires sont présentes et savent ce qui est dit?

5. Article 6.7 - Examen des renseignements non confidentiels

L'article 6 de l'Accord antidumping de 1994 renforce la transparence en donnant notamment aux parties intéressées le droit de prendre connaissance de tous les renseignements pertinents sur simple demande.

- Question Etant donné que les seuls renseignements dont la CE permet de prendre connaissance sont les renseignements non confidentiels fournis par les autres parties, ces renseignements ne devraient-ils pas être mis dans les moindres délais et sans restriction à la disposition des autres parties participant à l'enquête, comme il est demandé à l'article 6.1.2 de l'Accord, c'est-à-dire sur simple demande plutôt que sur demande écrite dans laquelle les parties doivent montrer que ces renseignements sont pertinents pour la présentation de leurs dossiers?

6. Article 14.2 - Contenu des avis au public

Bien que le règlement prévoie que les avis doivent contenir une synthèse des faits et considérations essentiels concernant la détermination du dumping et du préjudice, il ne tient pas compte de l'obligation, énoncée à l'article 12.2 de l'Accord, de "[mentionner] les points de fait et de droit qui ont entraîné l'acceptation ou le rejet des arguments" dans le cas des droits provisoires et "les raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments ou allégations pertinents des exportateurs et des importateurs" dans le cas des droits définitifs ou de l'acceptation d'engagements en matière de prix.

- Question 1 Pourquoi est-il prévu que les règlements publiés contiendront seulement une synthèse des faits et considérations essentiels concernant la détermination du dumping et du préjudice et non "les points de fait et de droit qui ont entraîné l'acceptation ou le rejet des arguments" comme il est demandé à l'article 12.2 de l'Accord, ni "les raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments ou allégations"? Si leur exposé est jugé trop long pour être inclus dans le règlement, pourquoi n'est-il pas stipulé qu'il peut être publié dans un rapport distinct, comme il est prévu dans la note de bas de page 23 de l'Accord?
- Question 2 La CE n'est-elle pas consciente du fait qu'en l'absence d'une obligation de publier dans leur totalité les raisons de l'acceptation ou du rejet de tous les arguments ou allégations pertinents conformément à l'article 12.2 de l'Accord, remplacée par une obligation de publier une synthèse de celles que la Commission aura jugé pertinentes, il est réellement à craindre que des arguments ou des allégations soient négligés, ou même manipulés, afin d'appuyer, ou de ne pas contredire, les conclusions adoptées par la Commission?